



DAVIDsTEA annonce les résultats financiers du troisième trimestre de l'exercice 2018

MONTREAL, le 13 décembre 2018 — DAVIDsTEA Inc. (Nasdaq : DTEA) (DAVIDsTEA ou la « Société ») a affiché une perte nette consolidée de 9,1 M\$ (0,35 \$ par action après dilution) pour le troisième trimestre de 2018, par rapport à une perte nette de 6,5 M\$ (0,25 \$ par action après dilution) pour le troisième trimestre de 2017. La perte nette pour les neuf mois clos le 3 novembre 2018 s'est élevée à 20,3 M\$ (0,78 \$ par action après dilution), par rapport à une perte nette de 12,4 M\$ (0,48 \$ par action après dilution) pour les neuf mois clos le 28 octobre 2017.

La perte nette ajustée¹ de la Société s'est établie à 7,4 M\$ (0,28 \$ par action après dilution) pour le troisième trimestre de 2018, comparativement à une perte nette ajustée de 4,5 M\$ (0,17 \$ par action après dilution) pour le troisième trimestre de 2017, et à 14,1 M\$ (0,55 \$ par action après dilution) pour les neuf mois clos le 3 novembre 2018, par rapport à une perte nette ajustée de 9,9 M\$ (0,38 \$ par action après dilution) pour la période correspondante de 2017.

« Malgré un recul des ventes de boutiques comparables, nous observons des tendances favorables dans plusieurs secteurs de l'entreprise, a déclaré Herschel Segal, président exécutif du conseil et chef de la direction intérimaire. Nous continuons d'avoir une grande confiance dans l'équipe, la marque, les possibilités de croissance et notre capacité à améliorer les résultats financiers. »

« La nouvelle équipe de direction veille d'abord et avant tout à rétablir la rentabilité. Nous prévoyons réaliser des gains d'efficacité immédiats dans les processus d'achat et les opérations, optimiser la plateforme de commerce électronique et les canaux de ventes alternatifs, et renforcer notre leadership dans le secteur du thé », a ajouté M. Segal.

Résultats d'exploitation pour le troisième trimestre de 2018

Les ventes ont augmenté de 1,5 %, passant de 43,0 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 à 43,7 M\$ pour le trimestre considéré. Les ventes découlant des canaux de commerce électronique et de gros ont augmenté de 2,0 M\$, ou 35,1 %, principalement en raison d'une plus grande fréquentation de notre site Web au Canada et aux États-Unis, ainsi que de notre entrée dans une chaîne de marchés d'alimentation plus tôt cette année. Les ventes de boutiques non comparables de 1,6 M\$, ventes réalisées dans des boutiques ouvertes pour une période de moins de treize mois, ont aidé à compenser en partie le recul de 2,9 M\$, ou 7,9 %, des ventes de boutiques comparables.

La marge brute est demeurée stable à 18,4 M\$ et a légèrement diminué en pourcentage des ventes, passant de 42,7 % à 42,1 %, en raison d'un changement dans la composition des ventes de produits et de la réduction des coûts fixes attribuable à la baisse des ventes des boutiques comparables.

Les charges de vente et d'administration ont augmenté de 2,1 M\$, pour s'établir à 29,1 M\$, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Exprimées en pourcentage des ventes, les charges de vente et d'administration ont augmenté, passant de 62,9 % à 66,7 %. Les charges de vente et d'administration ajustées¹, qui excluent toute incidence des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, de la dépréciation d'immobilisations corporelles, des contrats déficitaires et des coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations, ont augmenté de 2,6 M\$, passant de 24,4 M\$ à 27,0 M\$, principalement en raison d'une augmentation de 1,7 M\$ des salaires, en partie attribuable aux augmentations du salaire minimum et au recours accru à des consultants, et d'une hausse de 0,8 M\$ des pertes de change. Exprimées en pourcentage des ventes, les charges de vente et d'administration ajustées¹ ont augmenté, passant de 56,7 % à 61,8 %, par suite de la réduction des coûts fixes en raison du recul des ventes de boutiques comparables au cours du trimestre considéré.

¹ Se reporter à la rubrique « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué.

La perte liée aux activités d'exploitation s'est établie à 10,7 M\$ comparativement à 8,7 M\$ au troisième trimestre de l'exercice 2017. La perte liée aux activités d'exploitation ajustée¹, qui exclut toute incidence des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, de la dépréciation d'immobilisations corporelles, des contrats déficitaires et des coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations, s'est élevée à 8,6 M\$ par rapport à 6,0 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté¹, qui exclut les éléments sans effet sur la trésorerie ou d'autres éléments de la période considérée et de la période de comparaison, s'est chiffré à un montant négatif de 6,2 M\$ par rapport à un montant négatif de 2,9 M\$ au troisième trimestre de l'exercice 2017.

À la fin du trimestre, la Société disposait de 18,7 M\$ en trésorerie.

La perte nette s'est établie à 9,1 M\$ comparativement à une perte nette de 6,5 M\$ au troisième trimestre de l'exercice 2017. La perte nette ajustée¹, qui exclut toute incidence des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, de la dépréciation d'immobilisations corporelles, des contrats déficitaires et des coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations, s'est élevée à 7,4 M\$ en regard d'une perte nette ajustée de 4,5 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La perte diluée par action ordinaire s'est établie à 0,35 \$ comparativement à une perte diluée par action ordinaire de 0,25 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2017. La perte diluée ajustée par action ordinaire¹, qui correspond à la perte nette ajustée divisée par le nombre moyen pondéré après dilution d'actions en circulation, s'est élevée à 0,28 \$ par action comparativement à une perte diluée ajustée par action ordinaire de 0,17 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Résultats d'exploitation depuis le début de l'exercice

Les ventes ont diminué de 5,7 %, passant de 137,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2017 à 129,6 M\$ pour la période considérée. Les ventes découlant des canaux de commerce électronique et de gros ont augmenté de 3,0 M\$, ou 19,4 %, par rapport à celles des neuf premiers mois de l'exercice 2017 principalement en raison d'une plus grande fréquentation de notre site Web au Canada et aux États-Unis, ainsi que de notre entrée dans une chaîne de marchés d'alimentation. Les ventes de boutiques non comparables de 2,5 M\$, ventes réalisées dans des boutiques ouvertes pour une période de moins de treize mois, ont aidé à compenser en partie le recul de 13,3 M\$, ou 11,7 %, des ventes de boutiques comparables.

La marge brute a diminué de 7,0 %, passant de 62,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2017 à 58,4 M\$ pour la période considérée, tandis que la marge brute exprimée en pourcentage des ventes a légèrement reculé, passant de 45,7 % pour la période correspondante de l'exercice 2017 à 45,1 % pour la période considérée.

Les charges de vente et d'administration ont augmenté, passant de 79,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2017 à 84,9 M\$ pour la période considérée. Exprimées en pourcentage des ventes, les charges de vente et d'administration ont augmenté, passant de 57,5 % pour la période correspondante de l'exercice 2017 à 65,5 % pour la période considérée. Les charges de vente et d'administration ajustées¹, qui excluent toute incidence des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, de la dépréciation d'immobilisations corporelles, des contrats déficitaires et des coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations, ont augmenté, passant de 75,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2017 à 76,7 M\$ pour la période considérée, en raison d'une augmentation de 1,9 M\$ des salaires, en partie attribuable aux augmentations du salaire minimum et au recours accru à des consultants, d'une hausse de 0,5 M\$ des pertes de change et d'une baisse de 1,7 M\$ de la charge de rémunération fondée sur des actions. Exprimées en pourcentage des ventes, les charges de vente et d'administration ajustées¹ ont augmenté, passant de 55,2 % pour la période correspondante de l'exercice 2017 à 59,2 % pour la période considérée, par suite de la réduction des coûts fixes en raison du recul des ventes de boutiques comparables au cours de la période considérée.

¹ Se reporter à la rubrique « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué.

La perte liée aux activités d'exploitation s'est établie à 26,4 M\$ comparativement à 16,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2017. La perte liée aux activités d'exploitation ajustée¹, qui exclut toute incidence des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, de la dépréciation d'immobilisations corporelles, des contrats déficitaires et des coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations, a augmenté pour atteindre 18,3 M\$ par rapport à une perte liée aux activités d'exploitation ajustée de 13,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2017.

Le BAIIA ajusté¹, qui exclut les éléments sans effet sur la trésorerie ou d'autres éléments de la période considérée et de la période de comparaison, s'est chiffré à un montant négatif de 12,2 M\$ par rapport à un montant négatif de 3,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2017.

La perte nette s'est établie à 20,3 M\$ comparativement à une perte nette de 12,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2017. La perte nette ajustée¹, qui exclut toute incidence des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, de la dépréciation d'immobilisations corporelles, des contrats déficitaires et des coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations, s'est élevée à 14,1 M\$ pour la période considérée par rapport à une perte nette ajustée de 9,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2017.

La perte diluée par action ordinaire s'est élevée à 0,78 \$ pour la période considérée par rapport à une perte diluée par action ordinaire de 0,48 \$ pour la période correspondante de l'exercice 2017. La perte diluée ajustée par action ordinaire¹, qui correspond à la perte nette ajustée divisée par le nombre moyen pondéré après dilution d'actions en circulation, s'est élevée à 0,55 \$ par action pour la période considérée comparativement à 0,38 \$ par action pour la période correspondante de l'exercice 2017.

¹ Se reporter à la rubrique « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué.

Remarque :

Le présent communiqué doit être lu avec le rapport de gestion et les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société au 3 novembre 2018 et pour le trimestre et les neuf mois clos à cette date, disponibles sur le site Web de la Société, qui seront déposés par la Société auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis.

Données financières consolidées résumées (NON AUDITÉ)

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information relative aux montants par action)

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	3 novembre 2018	28 octobre 2017	3 novembre 2018	28 octobre 2017
Ventes	43 656 \$	42 997 \$	129 609 \$	137 353 \$
Marge brute	18 381	18 372	58 416	62 759
Charges de vente et d'administration	29 119	27 035	84 865	79 004
Perte liée aux activités d'exploitation	(10 738)	(8 663)	(26 449)	(16 245)
Perte nette	(9 061) \$	(6 485) \$	(20 261) \$	(12 410) \$
Charges de vente et d'administration ajustées ¹	26 956 \$	24 403 \$	76 716 \$	75 872 \$
Perte liée aux activités d'exploitation ajustée ¹	(8 575)	(6 031)	(18 300)	(13 113)
BAIIA ajusté ¹	(6 248)	(2 887)	(12 212)	(3 578)
Perte nette ajustée ¹	(7 383) \$	(4 502) \$	(14 114) \$	(9 851) \$
Perte diluée par action ordinaire	(0,35) \$	(0,25) \$	(0,78) \$	(0,48) \$
Perte diluée ajustée par action ordinaire ¹	(0,28) \$	(0,17) \$	(0,55) \$	(0,38) \$
Marge brute exprimée en pourcentage des ventes	42,1 %	42,7 %	45,1 %	45,7 %
Charges de vente et d'administration exprimées en pourcentage des ventes	66,7 %	62,9 %	65,5 %	57,5 %
Nombre de boutiques à la fin de la période	238	236	238	236
Recul des ventes des boutiques comparables pour la période	(4,7 %)	(6,8 %)	(8,8 %)	(4,5 %)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(18 037) \$	(16 134) \$	(37 581) \$	(19 976) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 880)	(3 498)	(7 271)	(9 295)
Trésorerie à la fin de la période	18 714 \$	36 865 \$	18 714 \$	36 865 \$

¹ Se reporter à la rubrique « Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué.

Information sur la conférence téléphonique

Une conférence téléphonique sur les résultats financiers du troisième trimestre de l'exercice 2018 est prévue pour aujourd'hui, le 13 décembre 2018, à 17 h, heure de l'Est. La conférence téléphonique sera transmise en webdiffusion, et il sera possible d'y accéder dans la section « Investisseurs » du site Web de la Société, à www.davidstea.com/ca_fr/. La webdiffusion sera archivée en ligne deux heures après la fin de la conférence et sera disponible pendant un an.

Utilisation d'information financière non conforme aux IFRS

Le présent communiqué comprend des mesures non conformes aux IFRS, notamment 1) le BAIIA ajusté, 2) les résultats des activités d'exploitation ajustés, 3) les charges de vente et d'administration ajustées, 4) la perte nette ajustée et 5) le résultat dilué ajusté (la perte diluée ajustée) par action. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas définies par les IFRS et peuvent différer des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Nous croyons que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent aux investisseurs des renseignements utiles sur nos activités passées. Nous présentons les mesures non conformes aux IFRS à titre de mesures supplémentaires du rendement, car nous croyons qu'ils facilitent l'évaluation comparative de notre performance opérationnelle par rapport à notre rendement fondé sur nos résultats établis selon les IFRS, tout en isolant les incidences de certains éléments qui fluctuent d'une période à l'autre. Par exemple, ces mesures non conformes aux IFRS permettent l'évaluation de notre performance opérationnelle, y compris les coûts des nouvelles boutiques, en ne tenant pas compte de l'incidence des charges hors trésorerie de la période ou des autres charges non récurrentes, telles que l'amortissement, les charges financières, les loyers différés, les charges de rémunération hors trésorerie, les frais liés aux contrats déficitaires ou aux contrats dont les coûts pour satisfaire aux obligations devraient être supérieurs aux avantages économiques, le profit (la perte) sur les instruments financiers dérivés, la perte sur cession d'immobilisations corporelles, la dépréciation d'immobilisations corporelles et certaines charges non récurrentes. Ces mesures servent également de références pour l'évaluation de notre performance opérationnelle. Ces mesures ne sont pas des mesures de notre rendement financier selon les IFRS et ne devraient pas être considérées isolément ou comme mesures de rechange au résultat net, aux flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement ou à toute autre donnée tirée des états financiers et présentée à titre d'indicateur du rendement financier ou de la liquidité, établie conformément aux IFRS. Bien que ces mesures soient fréquemment utilisées par les analystes en valeurs mobilières, les prêteurs et autres parties pour évaluer des sociétés, nous comprenons qu'ils ne devraient pas être considérés isolément ou comme substituts à l'analyse de nos résultats établis selon les IFRS et, qu'en tant qu'outils analytiques, ils comportent des limites, notamment les suivantes :

- ces mesures non conformes aux IFRS ne tiennent pas compte des variations ou des besoins de trésorerie du fonds de roulement;
- bien que l'amortissement soit une charge sans effet sur la trésorerie, les actifs amortis devront souvent être remplacés à l'avenir, et le BAIIA ajusté ne tient compte d'aucun besoin de trésorerie à cet égard.

En raison de ces limites, ces mesures non conformes aux IFRS ne devraient pas être considérées comme de la trésorerie discrétionnaire que nous pouvons réinvestir dans la croissance de l'entreprise ni comme une mesure de la trésorerie dont nous disposerons pour satisfaire à nos obligations.

Mises en garde concernant les énoncés prospectifs

Certains éléments présentés dans ce communiqué de presse contiennent des énoncés prospectifs et sont présentés conformément aux règles d'exonération relatives à la responsabilité établies par la loi intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Ces énoncés prospectifs se caractérisent généralement par l'utilisation de termes comme « prévoir », « estimer », « projeter », « objectif », et d'autres termes et expressions similaires ainsi que par l'utilisation du futur ou du conditionnel. Ces énoncés prospectifs portent sur diverses questions, dont le point de vue de la direction au sujet des perspectives de la Société, la stratégie de redressement de la direction, les investissements prévus dans des initiatives en matière de commercialisation, les changements à la gamme de produits et les plans stratégiques. La Société ne peut garantir aux investisseurs que les développements futurs qui toucheront la Société seront ceux qui auront été prévus. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des résultats prévus en raison de risques et incertitudes, notamment le risque que la Société ne soit pas en mesure de mettre sa stratégie en œuvre; le risque que la Société ne puisse préserver et améliorer son image de marque, particulièrement sur les nouveaux marchés; le risque que la Société ne puisse livrer une concurrence efficace dans la catégorie des thés spécialisés et des boissons liées au thé; le risque que la Société ne puisse étendre et améliorer ses activités; les changements au sein de l'équipe de haute direction de la Société; le niveau de circulation de piétons aux emplacements où les boutiques de la Société sont situées; les changements dans les tendances et les préférences de consommation; les fluctuations des taux de change; la conjoncture économique générale et la confiance des consommateurs; les lois en matière de salaire minimum; l'importance du premier trimestre de la Société pour les résultats d'exploitation de l'exercice complet et d'autres risques dont il est question dans le rapport trimestriel sur formulaire 10-Q et le rapport annuel sur le formulaire 10-K de la Société. Si l'un ou plusieurs de ces risques ou incertitudes se matérialisaient ou si les hypothèses de la Société se révélaient erronées, les résultats réels de la Société pourraient différer à certains égards importants de ceux qui ont été prévus dans ces énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs fournis par la Société dans le présent communiqué sont à jour à la date à laquelle ils sont fournis par la Société. La Société se dégage de toute obligation de les mettre à jour publiquement par suite de nouveaux renseignements, de développements futurs ou autrement, sauf si la législation en valeurs mobilières applicable l'y oblige.

Définition et rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS

Le présent communiqué de presse fait mention de certaines mesures financières non conformes aux IFRS qui sont décrites ci-dessous. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée aux termes des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne doivent pas être considérées isolément. Les modalités et les définitions relatives aux mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent communiqué de presse et un rapprochement de chacune d'elles avec la mesure IFRS la plus directement comparable sont présentés ci-dessous.

Rapprochement des résultats comme présentés et des résultats non conformes aux IFRS – BAIIA ajusté

(non audité et en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	3 novembre 2018	28 octobre 2017	3 novembre 2018	28 octobre 2017
Perte nette	(9 061) \$	(6 485) \$	(20 261) \$	(12 410) \$
Charges financières	80	327	237	615
Produits financiers	(122)	(149)	(574)	(420)
Amortissement	2 162	2 632	6 098	7 564
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	—	18	14	48
Recouvrement d'impôt	(1 635)	(2 356)	(5 851)	(4 030)
BAIIA	(8 576) \$	(6 013) \$	(20 337) \$	(8 633) \$
Ajustements additionnels :				
Charge (reprise de charge) de rémunération fondée sur des actions ^a	91	362	(7)	1 738
Coûts salariaux liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction ^b	123	1 070	840	1 882
Dépréciation d'immobilisations corporelles ^c	725	2 658	3 285	4 971
Incidence des contrats déficitaires ^d	1 288	(1 138)	486	(3 913)
Loyers différés ^e	74	174	(17)	377
Coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations ^f	27	—	3 538	—
BAIIA ajusté	(6 248) \$	(2 887) \$	(12 212) \$	(3 578) \$

a) Représente la charge (reprise de charge) de rémunération fondée sur des actions hors trésorerie.

b) Représentent le salaire dû aux anciens membres de la haute direction dans le cadre de leur cessation d'emploi auprès de la Société.

c) Représente les coûts liés à la dépréciation d'immobilisations corporelles au titre des boutiques.

d) Représente la comptabilisation, les reprises hors trésorerie et l'utilisation de provisions relatives à des contrats de location de certaines boutiques pour lesquels les coûts inévitables liés à la satisfaction des obligations contractuelles devraient dépasser les avantages économiques attendus du contrat.

e) Représentent la mesure dans laquelle la charge locative annuelle a été supérieure ou inférieure au loyer au comptant.

f) Représentent les coûts liés à un processus d'examen stratégique de la Société ainsi que les coûts liés à la course aux procurations qui a pris fin lors de l'assemblée annuelle de la Société le 14 juin 2018. Les coûts pour le trimestre et les neuf mois clos le 3 novembre 2018 comprennent des montants respectivement de néant et 389 \$ liés au processus de l'examen stratégique, respectivement de néant et 868 \$ liés aux coûts supplémentaires d'assurance en voie de liquidation des administrateurs et des dirigeants engagés avant l'assemblée annuelle du 14 juin 2018, et respectivement de 27 \$ et 2 281 \$ liés aux coûts engagés relativement à la course aux procurations, y compris respectivement néant et 957 \$ versés à Rainy Day Investments Ltd., actionnaire détenant le contrôle, pour les frais de tiers que cette dernière a engagés, tels qu'approuvés par les membres indépendants du conseil d'administration de la Société.

Rapprochement des résultats comme présentés et des résultats non conformes aux IFRS – Résultats des activités d'exploitation ajustés

(non audité et en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	3 novembre 2018	28 octobre 2017	3 novembre 2018	28 octobre 2017
Résultats des activités d'exploitation	(10 738) \$	(8 663) \$	(26 449) \$	(16 245) \$
Coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction ^a	123	1 112	840	2 074
Dépréciation d'immobilisations corporelles ^b	725	2 658	3 285	4 971
Incidence des contrats déficitaires ^c	1 288	(1 138)	486	(3 913)
Coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations ^d	27	—	3 538	—
Résultats des activités d'exploitation ajustés	(8 575) \$	(6 031) \$	(18 300) \$	(13 113) \$

- a) Représentent principalement le salaire dû aux anciens membres de la haute direction dans le cadre de leur cessation d'emploi auprès de la Société. Le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017 comprenaient un montant respectivement de 42 \$ et 192 \$ au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions hors trésorerie relativement à l'acquisition des droits afférents à des attributions d'actions en vertu des ententes de départ.
- b) Représente les coûts liés à la dépréciation d'immobilisations corporelles au titre des boutiques.
- c) Représente la comptabilisation, les reprises hors trésorerie et l'utilisation de provisions relatives à des contrats de location de certaines boutiques pour lesquels les coûts inévitables liés à la satisfaction des obligations contractuelles devraient dépasser les avantages économiques attendus du contrat.
- d) Représentent les coûts liés à un processus d'examen stratégique de la Société ainsi que les coûts liés à la course aux procurations qui a pris fin lors de l'assemblée annuelle de la Société le 14 juin 2018. Les coûts pour le trimestre et les neuf mois clos le 3 novembre 2018 comprennent des montants respectivement de néant et 389 \$ liés au processus de l'examen stratégique, respectivement de néant et 868 \$ liés aux coûts supplémentaires d'assurance en voie de liquidation des administrateurs et des dirigeants engagés avant l'assemblée annuelle du 14 juin 2018, et respectivement de 27 \$ et 2 281 \$ liés aux coûts engagés relativement à la course aux procurations, y compris respectivement néant et 957 \$ versés à Rainy Day Investments Ltd., actionnaire détenant le contrôle, pour les frais de tiers que cette dernière a engagés, tels qu'approuvés par les membres indépendants du conseil d'administration de la Société.

Rapprochement des résultats comme présentés et des résultats non conformes aux IFRS – Charges de vente et d'administration ajustées

(non audité et en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	3 novembre 2018	28 octobre 2017	3 novembre 2018	28 octobre 2017
Charges de vente et d'administration	29 119 \$	27 035 \$	84 865 \$	79 004 \$
Coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction ^a	(123)	(1 112)	(840)	(2 074)
Dépréciation d'immobilisations corporelles ^b	(725)	(2 658)	(3 285)	(4 971)
Incidence des contrats déficitaires ^c	(1 288)	1 138	(486)	3 913
Coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations ^d	(27)	—	(3 538)	—
Charges de vente et d'administration ajustées	26 956 \$	24 403 \$	76 716 \$	75 872 \$

- a) Représentent principalement le salaire dû aux anciens membres de la haute direction dans le cadre de leur cessation d'emploi auprès de la Société. Le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017 comprenaient un montant respectivement de 42 \$ et 192 \$ au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions hors trésorerie relativement à l'acquisition des droits afférents à des attributions d'actions en vertu des ententes de départ.
- b) Représente les coûts liés à la dépréciation d'immobilisations corporelles au titre des boutiques.
- c) Représente la comptabilisation, les reprises hors trésorerie et l'utilisation de provisions relatives à des contrats de location de certaines boutiques pour lesquels les coûts inévitables liés à la satisfaction des obligations contractuelles devraient dépasser les avantages économiques attendus du contrat.
- d) Représentent les coûts liés à un processus d'examen stratégique de la Société ainsi que les coûts liés à la course aux procurations qui a pris fin lors de l'assemblée annuelle de la Société le 14 juin 2018. Les coûts pour le trimestre et les neuf mois clos le 3 novembre 2018 comprennent des montants respectivement de néant et 389 \$ liés au processus de l'examen stratégique, respectivement de néant et 868 \$ liés aux coûts supplémentaires d'assurance en voie de liquidation des administrateurs et des dirigeants engagés avant l'assemblée annuelle du 14 juin 2018, et respectivement de 27 \$ et 2 281 \$ liés aux coûts engagés relativement à la course aux procurations, y compris respectivement néant et 957 \$ versés à Rainy Day Investments Ltd., actionnaire détenant le contrôle, pour les frais de tiers que cette dernière a engagés, tels qu'approuvés par les membres indépendants du conseil d'administration de la Société.

Rapprochement des résultats comme présentés et des résultats non conformes aux IFRS – Perte nette ajustée

(non audité et en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	3 novembre 2018	28 octobre 2017	3 novembre 2018	28 octobre 2017
Perte nette	(9 061) \$	(6 485) \$	(20 261) \$	(12 410) \$
Coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction ^a	123	1 112	840	2 074
Dépréciation d'immobilisations corporelles ^b	725	2 658	3 285	4 971
Incidence des contrats déficitaires ^c	1 348	(831)	663	(3 355)
Coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations ^d	27	—	3 538	—
Ajustement de la charge d'impôt ^e	(545)	(956)	(2 179)	(1 131)
Perte nette ajustée	(7 383) \$	(4 502) \$	(14 114) \$	(9 851) \$

- a) Représentent principalement le salaire dû aux anciens membres de la haute direction dans le cadre de leur cessation d'emploi auprès de la Société. Le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017 comprenaient un montant respectivement de 42 \$ et 192 \$ au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions hors trésorerie relativement à l'acquisition des droits afférents à des attributions d'actions en vertu des ententes de départ.
- b) Représente les coûts liés à la dépréciation d'immobilisations corporelles au titre des boutiques.
- c) Représente la comptabilisation, les reprises hors trésorerie, l'utilisation et la désactualisation de provisions relatives à des contrats de location de certaines boutiques pour lesquels les coûts inévitables liés à la satisfaction des obligations contractuelles devraient dépasser les avantages économiques attendus du contrat. La désactualisation des provisions pour contrats déficitaires est comprise dans les charges financières à l'état du résultat et du résultat global consolidé pour le trimestre et les neuf mois clos le 3 novembre 2018.
- d) Représentent les coûts liés à un processus d'examen stratégique de la Société ainsi que les coûts liés à la course aux procurations qui a pris fin lors de l'assemblée annuelle de la Société le 14 juin 2018. Les coûts pour le trimestre et les neuf mois clos le 3 novembre 2018 comprennent des montants respectivement de néant et 389 \$ liés au processus de l'examen stratégique, respectivement de néant et 868 \$ liés aux coûts supplémentaires d'assurance en voie de liquidation des administrateurs et des dirigeants engagés avant l'assemblée annuelle du 14 juin 2018, et respectivement de 27 \$ et 2 281 \$ liés aux coûts engagés relativement à la course aux procurations, y compris respectivement néant et 957 \$ versés à Rainy Day Investments Ltd., actionnaire détenant le contrôle, pour les frais de tiers que cette dernière a engagés, tels qu'approuvés par les membres indépendants du conseil d'administration de la Société.
- e) Supprime l'incidence fiscale des éléments mentionnés aux notes a), b), c) et d).

Rapprochement de la perte diluée par action, comme présentée, et de la perte diluée ajustée par action
(non audité et en milliers de dollars canadiens, sauf l'information relative aux montants par action)

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	3 novembre 2018	28 octobre 2017	3 novembre 2018	28 octobre 2017
Nombre moyen pondéré après dilution d'actions ordinaires en circulation	25 992 339	25 890 090	25 862 086	25 659 164
Perte nette	(9 061) \$	(6 485) \$	(20 261) \$	(12 410) \$
Perte nette ajustée	(7 383) \$	(4 502) \$	(14 114) \$	(9 851) \$
Perte diluée par action	(0,35) \$	(0,25) \$	(0,78) \$	(0,48) \$
Perte diluée ajustée par action	(0,28) \$	(0,17) \$	(0,55) \$	(0,38) \$

À propos de DAVIDsTEA :

DAVIDsTEA est un détaillant de thés spécialisés qui offre un choix diversifié de thés en vrac, de thés préemballés et de sachets de thé exclusifs ainsi que des cadeaux, accessoires, aliments et boissons liés au thé principalement par l'intermédiaire de ses 238 boutiques DAVIDsTEA qu'elle exploite partout au Canada et aux États-Unis en date du 3 novembre 2018, et de son site Web, davidstea.com/ca_fr/. Le siège social de la Société est situé à Montréal, au Canada.

Relations avec les investisseurs :

MaisonBrison Communications
 Pierre Boucher
 514 731-0000
investors@davidstea.com

Relations avec les médias :

Relations Publiques PELICAN
 Lyla Radmanovich
 514 845-8763
media@rppelican.ca